



HAL
open science

DES CHEMINEMENTS COMPLIQUÉS VERS LA CITOYENNETÉ

Valérie Becquet

► **To cite this version:**

Valérie Becquet. DES CHEMINEMENTS COMPLIQUÉS VERS LA CITOYENNETÉ. *Après-demain : journal mensuel de documentation politique*, 2012, *Quel avenir pour les jeunes ?*, 24, pp.5-7. 10.3917/apdem.024.0005 . hal-03147417

HAL Id: hal-03147417

<https://hal.science/hal-03147417v1>

Submitted on 28 Feb 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DES CHEMINEMENTS COMPLIQUÉS VERS LA CITOYENNETÉ

[Valérie Becquet](#)

Fondation Seligmann | « [Après-demain](#) »

2012/4 N ° 24, NF | pages 5 à 7

ISSN 0003-7176

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-apres-demain-2012-4-page-5.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Fondation Seligmann.

© Fondation Seligmann. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Valérie BECQUET

DES CHEMINEMENTS COMPLIQUÉS VERS LA CITOYENNETÉ

Les pratiques citoyennes des jeunes se construisent à l'interface entre plusieurs espaces qui ont leurs propres logiques et activités. Quatre sont identifiables : l'espace de la participation politique, l'espace des collectifs d'engagement, l'espace des mouvements sociaux et l'espace de l'action publique [Becquet, 2009]. De leurs agencements diachronique et synchronique résultent des expériences composites, complémentaires, contradictoires ou en tensions, qui peuvent susciter des engagements, des désengagements ou des dégagements [Becquet, De Linares, 2005 ; Fillieule, 2005 ; Vulbeau, 2005]. Les pratiques citoyennes des jeunes sont également sous-tendues par des contraintes et des processus sociaux qui les orientent en termes d'accès, d'activités menées, mais aussi de représentations de la citoyenneté.

MÉFIANCE, DISTANCE ET PARADOXES

Concernant l'espace de la participation politique, les jeunes ont un rapport distancié et critique à l'égard du monde politique [Muxel, 2010]. Le fonctionnement des partis politiques est considéré comme sous-tendu par des logiques d'alliances et de compromis que les jeunes affectionnent peu, et l'attitude du personnel politique est fortement critiquée. En fait, la connaissance qu'ont les jeunes du monde politique, connaissance qui s'est d'ailleurs accrue du fait de la hausse du niveau de formation et de la fréquentation des médias, se traduit par une critique relativement forte et une prise de distance croissante qui les conduisent à se déclarer peu intéressés par ce sujet et à ne pas souhaiter adhérer à un parti politique. Le rapport des jeunes au monde politique

se caractérise également par une difficulté croissante à se positionner sur l'axe gauche-droite, axe dont ils ne reconnaissent plus nécessairement la pertinence. Quatre jeunes sur dix se disent « *ni de gauche, ni de droite* ». Cette mobilité partisane se retrouve aussi dans leurs choix électoraux. À ce sujet, leurs comportements peuvent paraître quelque peu paradoxaux. En effet, alors qu'ils témoignent d'une méfiance à l'égard de la classe politique et éprouvent une difficulté à se situer politiquement, ils font preuve d'un réel attachement aux procédures de la démocratie représentative, tout en étant la plupart du temps plus abstentionnistes que le reste de la population.

D'ABORD, L'« ACCOMPLISSEMENT PERSONNEL »

Concernant leur appartenance à un collectif, d'après l'enquête *Valeurs 2008*, elle est quasiment identique à celle de l'ensemble de la population : 37% des 18-29 ans contre 38%. Cette proximité se retrouve dans les enquêtes de 1999 et 1990 avec respectivement 37% et 36% des 18-24 ans contre 38% et 37% pour l'ensemble [Roudet, 2011]¹. En revanche, des différences existent au niveau de l'activité bénévole : en 2008, 19% des 18-29 ans en exercent une, contre 23% de l'ensemble. Ainsi, l'engagement des jeunes dans des collectifs se situe-t-il généralement en deçà de celui du reste de la population, mais l'écart est faible. Les jeunes privilégient plutôt les associations liées à l'« *accomplissement personnel* », comme les associations culturelles et sportives, au dépend de celles orientées vers la défense d'intérêts collectifs. Cette orientation des pratiques s'explique, entre autres, par la structure de l'offre de loisirs, qui existe

principalement sous une formation associative, même si les associations culturelles et sportives peuvent être investies pour d'autres motifs.

Les résultats de l'enquête *Valeurs* pointent également une remontée, en 2008, de la fréquentation des associations tournées vers des intérêts collectifs. Le taux de participation en leur sein aurait été multiplié par trois, atteignant 20% contre 7% en 1999, tout comme le taux de bénévolat, s'élevant à 8% en 2008 contre 3% en 1999. Il se rapprocherait progressivement de celui des plus âgés, qui est de 27% en 2008 [Roudet, 2011]. Les collectifs, tournés vers des intérêts eux-mêmes collectifs, mobiliseraient davantage de jeunes, y compris ceux dont ils sont généralement plus éloignés, comme les partis politiques et les syndicats. Les groupements fréquentés par les jeunes ne le sont pas de manière uniforme. Sans entrer dans les détails, certains groupes sociaux constituent des clientèles privilégiées ; les travaux sur les étudiants mettent ainsi en évidence leur mobilisation autour de certaines thématiques comme la solidarité, la défense de l'environnement, la défense des Droits de l'Homme et la lutte contre le racisme [Becquet, 2009 et 2007].

AU CŒUR DES PROTESTATIONS : ÉTUDES, DIPLÔMES, TRAVAIL

L'espace des engagements juvéniles est également structuré autour des mouvements sociaux auxquels ils participent, qu'il s'agisse des mobilisations portées par les jeunes avec une différence entre ceux de la « *jeunesse scolarisée* » et ceux de la « *jeunesse des quartiers populaires* », et de l'autre, des mouvements sociaux généraux impliquant des jeunes. Ainsi, entre 1981 et 1999, leur participation à une action protestataire a-t-elle augmenté : en 1999, 69% des 18-29 ans avaient déjà participé à au moins une action protestataire contre 56% en 1981 et 54% en 1990.

Cet usage accru de la protestation est confirmé par le fait que les jeunes ont davantage tendance à cumuler plusieurs actions. La proportion des jeunes concernés varie d'une enquête à l'autre en fonction des événements politiques à l'origine d'une mobilisation et en fonction de la tranche d'âge concernée, les plus âgés manifestant davantage. En 2008, 48% des 18-29 ans ont déjà participé à une manifestation autorisée et 11% à une grève sauvage. Ces deux formes de protestation ne sont pas les seules utilisées par les jeunes. D'un côté, ils sont de plus en plus fréquemment signataires de pétitions : 64%

des 18-29 ans en 2008 contre 62% en 1999 et 47% en 1981 et en 1990. De l'autre, ils expérimentent d'autres formes de protestation comme le boycott de produits (16% des 18-29 ans en 2008 contre 9% en 1999) ou l'occupation de locaux (5% des 18-29 ans en 2008 contre 3% en 1999) [Roudet, 2010]. D'ailleurs, les récentes mobilisations ont toutes été marquées par des occupations, éphémères ou durables, d'établissements (lycées et universités) ou d'institutions publiques, et ont toutes donné lieu à des affrontements avec les forces de l'ordre, débouchant sur des arrestations et des comparutions immédiates. Les protestations juvéniles sont régulières et généralement structurées autour de causes qui concernent, d'un côté, les conditions d'études dans l'enseignement secondaire et supérieur, la valeur des diplômes sur le marché du travail, de l'autre, la situation économique, politique et sociale et ses effets sur les conditions de vie des jeunes et les processus d'insertion sociale et professionnelle [Porte, 2007].

TROIS DIMENSIONS SPÉCIFIQUES DE LA CITOYENNETÉ

Enfin, l'engagement des jeunes fait l'objet depuis plusieurs années d'une mobilisation des pouvoirs publics [Loncle, 2010]. Principalement portés par les secteurs de l'éducation et de la jeunesse, les dispositifs publics qui en résultent s'adossent à des discours insistant sur les défaillances des pratiques citoyennes des jeunes et sur la nécessité qu'ils s'engagent, mais valorisant aussi dans certains cas leur « *désir* » de s'engager [Becquet, 2012]. Ils reposent actuellement sur trois dimensions spécifiques de la citoyenneté qui orientent et structurent les pratiques d'engagement des jeunes :

- la citoyenneté politique centrée sur la participation aux décisions (les instances de représentation des élèves et les conseils d'enfants et de jeunes) ;
- la citoyenneté juridique centrée sur les droits et les devoirs ;
- la citoyenneté civile renvoyant à la participation à la société civile (soutien aux initiatives individuelles et collectives et service civique).

Il convient d'y ajouter une démarche transversale, l'éducation à la citoyenneté, qui bien qu'historiquement liée à l'institution scolaire, constitue aussi un objectif commun aux dispositifs proposés aux jeunes. Si les pratiques citoyennes des jeunes se construisent au sein de plusieurs espaces, elles se différencient également en fonction de facteurs sociaux et se transforment au fil du temps. Ainsi, les enquêtes ne

mettent en évidence que des variables comme l'âge, le diplôme et la situation personnelle, qui ont de multiples effets sur les comportements juvéniles [Becquet, 2009 ; Becquet, 2007 ; Roudet, 2011].

1. Les pratiques se transforment au fil de l'âge. Si les plus jeunes s'orientent vers des associations de loisirs, se saisissant d'une offre d'activités, les moins jeunes, en particulier les étudiants et les jeunes actifs, investissent de manière plus importante des associations à vocation militante. Ces écarts renvoient à l'acquisition d'une autonomie dans le choix des activités sociales - les plus jeunes étant fortement influencés par leurs parents, alors que les moins jeunes le sont davantage par leurs cercles amical, scolaire ou professionnel - et à la transformation progressive des intérêts personnels et politiques.

2. Toutes les enquêtes quantitatives montrent que plus le **diplôme** est élevé, plus le taux d'adhésion et d'activité bénévole l'est aussi. Ainsi, l'engagement des jeunes scolarisés, en particulier celui des étudiants, est-il généralement plus important que celui des jeunes précaires ou inactifs, souvent moins qualifiés, celui des jeunes actifs étant intermédiaire.

3. Les enquêtes permettent également de repérer **les raisons de l'absence d'engagement**. Si les jeunes privilégient les activités avec leur famille ou leurs amis, ils insistent en même temps sur le fait qu'ils n'ont pas nécessairement le temps de se consacrer à un autre type d'activité. Cette référence au temps renvoie aux contraintes qui pèsent sur les trajectoires juvéniles ; ainsi, les lycéens et les étudiants font-ils principalement référence au nombre élevé d'heures de cours, à la nécessité avant tout, pour accéder à un emploi, de « réussir leurs études », voire à l'obligation de travailler pour les financer. Cette référence aux contraintes apparaît différemment chez les jeunes actifs, qui estiment que les horaires de travail ne leur permettent pas d'avoir des activités associatives ou craignent que cela nuise à leur réussite professionnelle.

UN MIROIR GROSSISSANT

Ainsi, la compréhension des pratiques citoyennes des jeunes repose-t-elle sur la prise en compte de la diversité des espaces qui les construisent : leurs logiques respectives, qu'il s'agisse des conceptions de la citoyenneté ou des normes d'engagement et les activités qu'ils proposent, sont hétérogènes et s'entrecroisent dans les trajectoires juvéniles.

Leur rapide présentation met en évidence que les jeunes se saisissent variablement des opportunités citoyennes et ont tendance à privilégier des espaces

où existe une possibilité d'agir, comme en témoignent les participations associative et protestataire. Leurs pratiques interrogent de manière frontale la qualité de la politique telle qu'elle se donne à voir et attirent l'attention sur l'avenir de la démocratie. Il reste que, comme le souligne Anne Muxel, les jeunes sont un miroir grossissant de la société : ce qui se trame parmi eux n'est pas étranger au reste de la population. Leur imputer les dysfonctionnements des liens social et politique serait dès lors une erreur d'appréciation, car ces dysfonctionnements les touchent directement. Ils doivent faire face à des contraintes et à des injonctions en termes d'insertion sociale et professionnelle, qui pèsent sur les manières dont ils s'inscrivent dans ces espaces et y bâtissent leur parcours civique.

Valérie BECQUET

**Maître de conférences,
Université de Cergy-Pontoise**

Références

Becquet V., « Politiques de citoyenneté : constats, finalités et outils », in Becquet V., Loncle P., Van de Velde C. (dir.), *Politiques de jeunesse : le grand malentendu*, Champ social éditions, à paraître fin 2012.

Becquet V., « L'engagement des jeunes dans l'espace public », in Roudet B. (dir.), *Regard sur les jeunes en France*, INJEP, Presses de l'Université de Laval, 2009.

Becquet V., « Moment étudiant, moment d'engagement : regard sur les activités bénévoles des étudiants » in Legois J.-P., Monchablon A., Morder R. (coord.), *Cent ans de mouvements étudiants*, Syllepse, 2007.

Becquet V. et De Linares C., *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires*, L'Harmattan, 2005.

Fillieule O. (dir.), *Le désengagement militant*, Belin, 2005.

Loncle P., *Politiques de jeunesse. Les défis majeurs de l'intégration*, Presses universitaires de Rennes, 2010.

Muxel A., *Avoir 20 ans en politique*, Seuil, 2010.

Porte E., « Au tournant du siècle (1986-2006) : actualité des mouvements étudiants », in Legois J.-P., Monchablon A., Morder R. (coord.), *Cent ans de mouvements étudiants*, Syllepse, 2007.

Roudet B., « Participation associative : des jeunes plus engagés dans la vie de la cité », *Jeunesses Études et Synthèses*, Observatoire de la jeunesse, INJEP, mai 2011.

Roudet B., « Liens à la politique. Des jeunes davantage impliqués et plus protestataires », *Jeunesses Études et Synthèses*, Observatoire de la jeunesse, INJEP, novembre 2010.

Vulbeau A., « Le déengagement : notes sur le côté obscur de l'engagement », in Becquet V. et De Linares C., *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires*, L'Harmattan, 2005.

1. En 2008, selon l'Insee, le taux d'adhésion des 16-24 ans est de 26.3% contre 32.7% des 25-39 ans et 32.6% de l'ensemble de la population (Enquête SRCV-SILC 2008).